

## Revue de presse du MEDEF IDF du samedi 4 au lundi 6 novembre 2017

1	26 établissements participent à la semaine école-entreprise.....	1
2	Ile-de-France : les forains en colère multiplient les opérations escargot pour obtenir le retour du marché de Noël.....	2
3	Les kiosques à journaux entament une grève.....	4
4	Présidence du Medef: les territoires s'organisent.....	6
5	Dès demain, la France vit à crédit.....	7
6	Le bâtiment sous le signe de la high-tech.....	9
7	Onvabosser.fr ringardise les vieilles ficelles du processus de recrutement.....	10
8	Emploi : connaissez-vous Marco, le robot qui recrute ?.....	11
9	Selectra casse les prix de l'électricité.....	13
10	Code du travail: la loi de ratification des ordonnances débarque au Parlement.....	14
11	Formation professionnelle : Muriel Pénicaud dessine les contours de sa réforme.....	15
12	Handicap : la manne financière n'apaise pas les inquiétudes.....	16
13	En Guadeloupe, Philippe promet des aides aux agriculteurs touchés par les cyclones.....	17
14	Remaniement : spéculations et manipulations vont bon train.....	19
15	Luc Carvounas prêt à briguer la direction du Parti socialiste.....	20
16	Laurent Wauquiez : « La droite doit se donner une règle d'or simple : pas d'augmentation d'impôt ».....	21
17	Carles Puigdemont libéré sous condition par la justice belge.....	24
18	Climat : la COP 23 s'ouvre aujourd'hui à Bonn.....	26
19	Le nouveau projet américain de taxe aux frontières qui inquiète les entreprises françaises.....	27
20	Inde : les Français relèvent le défi de la ville du futur.....	28
21	Paradise Papers : la reine d'Angleterre et des proches de Trump et de Trudeau parmi les clients.....	30
22	En Corruption : l'incroyable purge de l'homme fort de l'Arabie Saoudite, Mohammed ben Salmane.....	32

### ::: ILE-DE-FRANCE

#### LE MONITEUR DE SEINE-ET-MARNE – 06/11/2017

#### 1 26 établissements participent à la semaine école-entreprise



Guillaume Decobert, RRH chez Auchan Boissénart, Gwenaëlle Coignard, conseillère départementale, Jean-Marc Sereni.

**La 18e édition de la semaine école-entreprise, pilotée par l'Éducation nationale et le Medef Seine-et-Marne, se tiendra du 20 au 25 novembre sur le thème « mon territoire, emploi, métier, quels atouts ? ». Cette année, 36 actions sont organisées sur l'ensemble du département.**

Initier les lycéens et les collégiens à l'esprit d'entreprendre et les accompagner dans leur réflexion sur leur orientation professionnelle, tels sont les principaux objectifs de la semaine école-entreprise. L'Éducation nationale et le Medef 77 s'allient une nouvelle fois pour la 18e édition, autour d'un thème résolument local intitulé « mon territoire, emploi, métier, quels atouts ? ».

Au total, 36 actions (conférences, visites d'entreprises, témoignages de professionnels...) seront menées à destination de 26 collèges et lycées seine-et-marnais, dont 19 par l'Éducation nationale et 17 par le Medef Seine-et-Marne. « Il est important de partager notre expérience et de susciter des vocations dans notre pays », souligne le président du Medef Seine-et-Marne Jean-Marc Sereni.

Pour Gwenaëlle Coignard, conseillère départementale à la formation continue, l'orientation professionnelle doit démarrer le plus tôt possible et s'ouvrir au monde entrepreneurial. « De plus en plus de chefs d'entreprise et de collèges sont sensibilisés à cette initiative », précise-t-elle. Ainsi, s'agissant du Medef Seine-et-Marne, dix nouvelles entreprises ont rejoint le mouvement cette année.

Les organisateurs prévoient notamment des visites d'entreprises, issues de toute une variété de secteurs. Côté industrie, Franklin France ouvrira ses portes aux terminales bac pro melec du lycée Joliot Curie de Dammarie-lès-Lys, tandis que Fives Conveying accueillera des élèves du lycée professionnel Auguste Perdonnet de Thorigny-sur-Marne. Auchan Boissénart et le Carrefour de Collégien présenteront respectivement le secteur de la grande distribution à des élèves du lycée professionnel Antonin Carême de Savigny-le-Temple et à des collégiens du Vieux Chêne de Chessy.

« Avec quelque 60 métiers différents, nous avons la possibilité d'accueillir de nombreux stagiaires et d'intégrer les futures pépites que sont nos alternants », souligne Guillaume Decobert, responsable des ressources humaines chez Auchan Boissénart, qui précise que l'enseigne manquera bientôt de boucher, la filière n'attirant plus les jeunes. D'où l'importance de ces visites, qui permettent aussi de combattre les clichés liés au genre.

A contrario, certaines entreprises interviendront directement au sein des classes, comme BNP Parisbas et Adecco PME qui présenteront leur secteur d'activité au lycée Léonard de Vinci de Melun. De même, l'association Elles Bougent, qui valorise l'entrepreneuriat au féminin, et 100 000 Entrepreneurs, iront au contact des élèves de Seine-et-Marne.

### ***Une action pérennisée***

*A l'initiative du directeur général d'Auchan Boissénart Eric Brillant, l'Éducation nationale et le Medef 77 ont créé une commission visant pérenniser les actions menées lors de la semaine école-entreprise. Elle permettra notamment de faciliter les contacts entre directeurs d'établissements et chefs d'entreprises.*

**Quentin CLAUZON**

**FRANCE BLEU – 06/11/2017**

## **2 Ile-de-France : les forains en colère multiplient les opérations**

## escargot pour obtenir le retour du marché de Noël



Les forains avaient déjà manifesté à Paris place de la Concorde en septembre 2017.

**Les forains ont décidé de bloquer Paris lundi. Des opérations escargot sont en cours sur l'A4 et l'A13. Ils protestent contre la suppression du marché de Noël décidé par la maire Anne Hidalgo. Ils estiment que la disparition de ce marché est injuste.**

Les forains sont en colère. Ils protestent contre la décision de la maire, Anne Hidalgo, de [supprimer le marché de Noël](#) qui avait lieu chaque année sur les Champs Elysées. Le [contrat avec la mairie de Paris](#) n'a pas été reconduit pour 2017. Ils sont aussi inquiets pour la Foire du Trône. La mairie de Paris souhaite la diminuer de moitié ce qui indigne Marcel Campion, le roi des forains.

Pour montrer leur mécontentement, ils ont décidé de bloquer la capitale. Les premières opérations escargot ont commencé à 6h lundi. Les forains comptent [perturber la circulation](#) un peu partout sur le Périphérique et sur des axes qui mènent à la capitale. A 7h une opération escargot avait commencé sur l'A13. D'autres camions sont sur l'A4.

### **Grosses perturbations sur les routes d'Ile-de-France**

Les forains ont commencé leur action tôt ce matin en Ile-de-France. Très vite, les problèmes de circulation sont apparus. Les bouchons se sont multipliés.

Un peu avant 8h les problèmes de circulations étaient très importants. L'A86 extérieur étaient très fortement ralenties avec près de deux heures de ralentissements cumulés à partir d'Elancourt jusqu'à la sortie de Vélizy-Villacoublay. Les forains ont organisé un barrage à hauteur de Vélizy. Sur l'A4 plusieurs convois ralentissent le trafic et il y avait un gros bouchon entre Lognes et le périphérique. Sur l'A13, les bouchons commencent dès Mantes-la-Jolie avec deux heures de ralentissements cumulés jusqu'à Rocancourt.

### **Les forces de l'ordre sont mobilisées**

Les forces de l'ordre sont mobilisées pour tenter de contenir cette mobilisation. Des camions de CRS sont dans Paris place de la Concorde, d'autres se trouvent porte de la Muette pour empêcher les camions d'entrer sur le périphérique.

[Les forains avaient déjà bloqué Paris le 12 septembre 2017.](#) Les Champs Elysées et la place de l'Etoile à Paris, le périphérique, la Francilienne et l'A6 avaient été envahis par des camions de forains. Les forces de l'ordre étaient intervenues

[France Bleu Paris vous aide à circuler](#) avec un flash mobilité toutes les demi-heures : <https://www.francebleu.fr/infos/societe/paris-les-forains-en-colere-veulent-bloquer-la-capitale-pour-obtenir-le-retour-du-marche-de-noel-1509949380>

Par [Martine Bréson](#)

FRANCEINFO – 06/11/2017

### 3 Les kiosques à journaux entament une grève



**Les kiosquiers parisiens entament, lundi 6 novembre, une grève reconductible. Depuis plus de vingt ans, leur nombre ne cesse de décroître. Et dans le métier, ceux qui sont encore là, ou arrivés depuis, luttent pour une survie de plus en plus hypothétique**

Peut-être faites-vous partie de ceux, de moins en moins nombreux, pour qui acheter son journal au kiosque à journaux reste un des menus petits plaisirs parisiens quotidiens. Mais c'est de plus en plus difficile. Difficile de trouver un kiosque encore en activité. Difficile de trouver un kiosque ouvert tous les jours ou presque.

Beaucoup d'entre eux ont disparu depuis plus de vingt ans, mais ils font partie, pour ceux qui restent, du paysage et du patrimoine parisien. Pour ceux qui restent et sont ouverts, c'est une lutte, un combat quotidien pour la survie. Car les autres n'ont pas disparu par hasard.

#### **#Crise de la presse**

Au premier rang des causes de fermeture, il y a d'abord eu la crise de la presse. L'érosion des ventes de journaux, principalement des journaux quotidiens, bien sûr, qui constituait l'essentiel de la clientèle des kiosques et la certitude que le client reviendrait le lendemain, s'est accélérée à partir des années 1990 avec d'abord l'arrivée des journaux gratuits puis surtout celle de la presse distribuée en ligne, sur les sites d'information puis par les applications.

Puis la crise de la presse s'est accompagnée d'une restructuration de la distribution des journaux, elle aussi conséquence de la chute dramatique des ventes, mais aussi de l'arrivée de nouvelles méthodes de vente des journaux, comme aussi de la concentration des prestataires de la distribution et la restructuration globale des anciennes messageries de la presse (NMPP) devenues le géant Presstalis.

#### **#Des journaux mais pas seulement**

Pour les kiosquiers, chacune de ces transformations se traduit par une obligation, une contrainte supplémentaire.

Tout comme ils ont toujours été obligés d'accepter de vendre tous les journaux, quels qu'ils soient, sans distinction (c'est le prix de la démocratie), ils sont aussi contraints d'accepter de prendre en charge les gadgets et autres cadeaux ou opération de promotion, livres cadeaux que les journaux multiplient avec leur numéro pour tenter "d'appâter le client".

Leurs kiosques croulent sous les livres et objets qui accompagnent désormais les journaux. Et comme l'espace n'est pas extensible, les kiosquiers ne savent plus où trouver la place. Sans compter le colossal travail de manutention que nécessite désormais la mise en place ou le emballage des journaux et de leur cortège de gadgets, offres spéciales et cadeaux.

Cerise sur le gâteau, si l'on peut dire : la facturation de ces journaux se fait à mesure et en temps réel, quand les retours donc le remboursement des invendus peut prendre des mois. D'où la nécessité, pour le kiosquier, d'avoir une gestion quotidienne extrêmement rigoureuse.



### **#Gestion privée des kiosques**

Devant la disparition très rapide des kiosques qui fermaient les uns après les autres, Bertrand Delanoë, alors maire de Paris, avait favorisé, au début des années 2000, la mise en place d'un système qui avait pour objectif d'aider les kiosquiers à continuer de vivre de cette activité. Mais la mairie de Paris a, depuis, sous-traité toutes les activités qui ne sont pas directement les rôles strictement administratifs ou politiques de la mairie. Il en va ainsi de tout ce qui se déroule sur la voirie. Donc, les kiosques. C'est désormais Mediakiosk JC Decaux qui est en charge de ce fonctionnement.

Et les préoccupations d'une entreprise comme Decaux ne sont pas exactement les mêmes que celles d'un gérant de kiosque à journaux parisien

### **#Trop c'est trop**

Pourtant, c'est Decaux qui décide des emplacements des kiosques (avec la mairie), c'est Decaux qui décide aussi de leur autorisation ou pas de vendre autre chose que de la presse, comme c'est Decaux (ou quelque délégataire qui soit) qui décide de l'aménagement annexe du kiosque (toilettes, eau courante, chauffage etc...).

Si vous ajoutez à cela les innumérables travaux en cours sur les trottoirs de Paris pour le remplacement du chauffage urbain, de la desserte électrique, de la distribution du gaz ou encore des prolongements du métro parisien, vous comprendrez pourquoi, cette fois, les kiosquiers n'en peuvent plus ! Ils entament ce lundi 6 novembre, une grève reconductible pour tenter de dire tout cela. En espérant qu'il y ait encore quelqu'un pour les entendre

**Par Christian Meyze**

**∴ ECONOMIE**

**L'OPINION – 06/11/2017**

## 4 Présidence du Medef: les territoires s'organisent



Le président du Medef Auvergne-Rhône-Alpes, Patrick Martin, mène la bataille des Medef territoriaux.

### **Les présidents de Medef territoriaux organisent une réunion entre eux, le 14 novembre, pour déterminer leur programme et fixer les modalités d'une candidature unique à la présidence de l'organisation patronale**

La campagne pour la succession de Pierre Gattaz n'est pas encore lancée mais les territoires sont déjà dans les starting-blocks. Selon nos informations, les présidents des Medef territoriaux ont tous été conviés à une réunion à huis clos, le 14 novembre à Paris. Objectif : « Préparer un programme que nous porterons ensemble, explique la lettre qui circule entre présidents de Medef régionaux et que *l'Opinion* s'est procurée. Il nous appartient de faire évoluer l'action, les pratiques et la gouvernance du Medef dans une logique de proximité, plus participative, interactive, pragmatique et opérationnelle. À ces différents titres, une candidature issue des territoires est parfaitement fondée. Cette candidature doit être unitaire ».

Sept présidents de Medef régionaux sont à l'origine de cette lettre : Bruno Arcadipane (Grand Est), Eric Berger (Ile-de-France) Joël Cheritel (Bretagne), Jean-Luc Monteil (Paca), Gilles Sergent (Normandie), Charles Zuccarelli (Corse) et [Patrick Martin \(Auvergne-Rhône-Alpes\)](#). Ce dernier est l'un des plus farouches partisans d'une candidature d'un président de Medef territorial – et pourrait bien, s'il fédère le réseau derrière lui, être cet homme-là. Bien qu'ils pèsent beaucoup dans le budget du Medef, les territoires ne disposent pas d'énormément de voix pour l'élection de son président et sont en théorie incapables de porter l'un des leurs à la victoire face aux puissantes fédérations de la métallurgie, des services ou du bâtiment. Sauf que l'élection 2018 s'annonce particulièrement ouverte, au point que certains rêvent de créer la surprise, sur le modèle de la campagne victorieuse d'En Marche.

[Cyrille Lachèvre](#)

**L'OPINION – 06/11/2017**

## 5 Dès demain, la France vit à crédit



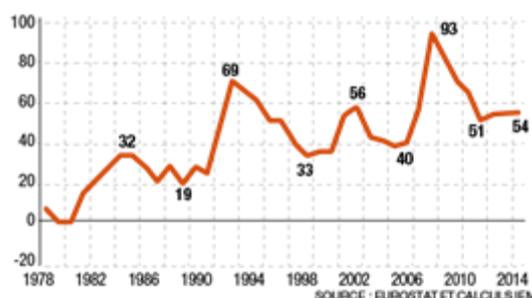
**Dès le 7 novembre, l'Etat aura dépensé toutes ses recettes de 2017, calcule l'Institut Molinari. La France est la première parmi les 28 pays européens à entrer dans cette zone rouge et l'échéance arrive de plus en plus tôt au fil des ans**

L'Etat français vit à crédit 55 jours par an. En quatre ans, cette période s'est allongée de 3 jours alors que, dans l'ensemble, elle a diminué de 16 jours pour les pays membres de l'Union Européenne. Il est urgent de repenser les moyens et l'organisation de la sphère publique pour qu'elle cesse de vivre au-dessus de ses moyens.

Pour calculer la situation financière d'un État, on peut mélanger les choux et les carottes. C'est ce qu'imposent les conventions de Maastricht, qui se concentrent sur le rapport entre déficit et richesse nationale. Cela donne les débats autour de la fameuse barre des 3 % du PIB, sous laquelle la France se démène en ce moment pour repasser dessous. Le chiffre paraît très faible et accrédite l'idée populaire que les déficits ne sont pas si élevés. Un argument utilisé par ceux qui réclament davantage de dépenses publiques...

Mais on peut aussi, tout simplement, comparer ce que l'État dépense par rapport à ce qu'il gagne, comme le fait toute famille chaque année pour savoir si son niveau de vie est raisonnable. C'est l'exercice auquel se livre l'Institut économique Molinari, pour la troisième année consécutive, en déterminant « le jour où les États de l'Union européenne ont dépensé toutes leurs recettes annuelles ». Une étude publiée en exclusivité par *l'Opinion* qui est, une fois encore, largement défavorable à la France.

**Nombre de jours de dépenses non financées par l'administration centrale française**



En effet, à compter de ce mardi, la France aura épuisé toutes ses recettes fiscales de l'année. Du 7 novembre au 31 décembre, soit pendant 55 jours, elle vivra à crédit. Elle est le premier pays,

parmi les 28 européens, à avoir utilisé tout ce qu'elle aura encaissé en 2017, quatre jours avant l'Espagne, six avant la Roumanie et... [61 jours plus tôt que l'Allemagne](#). Berlin affiche en effet pour sa part un excédent budgétaire lui permettant de commencer 2018 en vivant, jusqu'au 7 janvier, sur ses recettes fiscales de 2017 !

Ce mauvais classement n'a rien d'étonnant quand on sait que [la France est le dernier pays encore sous le coup d'une procédure européenne pour déficit excessif](#). Mais sa situation s'aggrave doublement : si elle était déjà 28<sup>e</sup> et dernière en 2016, se situait en moyenne à la 21<sup>e</sup> place au cours des vingt dernières années et à la 24<sup>e</sup> au cours des dix dernières. En 2013, la France vivait 52 jours à crédit, elle a donc perdu trois jours en quatre ans, tandis que la moyenne européenne s'améliorait au contraire : de 41 jours en 2013, elle s'est réduite à 25 jours cette année.

**Biais favorable.** Pour établir ce calendrier, l'Institut Molinari a appliqué un calcul simple consistant à diviser le total des recettes publiques par le total des dépenses des administrations publiques centrales, et à rapporter le chiffre obtenu au nombre de jours de l'année. « Cette méthode s'apparente aux usages financiers, les analystes ayant l'habitude de présenter les besoins en fonds de roulement (BFR) des entreprises en jours de chiffre d'affaires, souligne l'Institut. Elle présente aussi l'avantage d'être significative pour tout individu qui s'est demandé comment boucler ses fins de mois ».

Nombre de jours de dépenses non financées par les administrations centrales



En outre, et il s'agit d'un point fondamental, l'Institut basé à Paris et à Bruxelles a considéré les montants de recettes et de dépenses calculés par l'office statistique européen, Eurostat, plutôt que ceux calculés par chaque Etat, afin de bénéficier de chiffres harmonisés au niveau de l'Union européenne. Or Eurostat ne prend pas uniquement en compte les recettes et les dépenses de l'État mais de ce qu'il appelle « l'administration centrale ». Une notion pouvant dans certains cas inclure des recettes pourtant destinées aux collectivités locales ou à la sécurité sociale.

En France par exemple, l'État prélève les impôts locaux pour le compte des collectivités ; ce montant entre dans le calcul des recettes examinées par l'Institut Molinari. Paradoxalement, en disant que « l'État français vit à crédit 55 jours par an », l'Institut prend un biais favorable car si l'on s'en tenait stricto sensu au déficit budgétaire tel qu'il figure en loi de finances (avec moins de recettes), l'État vivrait à crédit 67 jours par an...

Si la France dépense plus qu'elle encaisse, ce n'est pas parce qu'elle gagne peu. Au contraire, les recettes publiques sont passées de 43,2 % du PIB en 1978 à 53 % l'an dernier

Malgré tout, les faiblesses de la France sont criantes. « Ce qui est frappant dans le cas français, c'est la torpeur générale à l'égard de la situation de finances publiques, estiment [Cécile Philippe](#) et Nicolas Marques, de l'Institut Molinari. C'est [l'incapacité à baisser une dépense](#) que tous les autres pays ont réussi à réduire, au prix de vastes réorganisations du rôle et des missions de l'État ». Une situation d'autant plus grave que la France ne cesse de voir sa croissance accélérer depuis trois ans : « A la différence de nos voisins, nous sommes incapables de mettre à profit les années de conjoncture favorable pour réduire la dépense publique », déplorent les deux auteurs de l'étude.

**Bien-être.** Si la France dépense plus qu'elle encaisse, ce n'est pas parce qu'elle gagne peu. Au contraire, « les recettes publiques sont passées de 43,2 % du PIB en 1978 à 53 % en 2016, soit une hausse de 9,8 points dont un tiers (3,4 points) a eu lieu entre 2010 et 2016, rappelle l'étude. [La persistance des déficits est donc due à une augmentation, encore plus rapide, des dépenses publiques par rapport aux recettes](#) ».

Une telle présentation permet de battre en brèche deux fausses idées. D'abord, ces chiffres prouvent que la France n'est pas plongée dans l'austérité européenne, bien au contraire ! Surtout, ces déséquilibres ne sont pas associés au bien-être. « Les Nations Unies classent la France en 21<sup>e</sup> position sur 188 pays dans leur indice de développement humain, tandis que l'OCDE classe la France au 18<sup>e</sup> rang sur 38 de son indice "Better Life", relève l'Institut Molinari. Loin d'être optimum, il semble surtout que les prestations publiques ne sont pas bon marché ».

L'optimisme n'est pas de mise pour l'année 2018, où [la France devrait continuer à rester en queue de classement](#) étant donné la faiblesse de la baisse des dépenses publiques affichée par le gouvernement. Qu'on se rassure un peu, cependant : la France a beau vivre à découvert, elle trouve toujours autant d'investisseurs prêts à lui faire crédit. Jeudi, Bercy a emprunté 6,8 milliards d'euros à dix ans à 0,76 % – un taux qui reste historiquement bas. Pourvu que ça dure...

**Ces quatre pays européens qui ne dépensent pas tout l'argent qu'ils encaissent :**  
<http://www.lopinion.fr/edition/economie/quatre-pays-europeens-qui-ne-depensent-pas-tout-l-argent-qu-ils-137144>

[Cyrille Lachèvre](#)

## **::: ENTREPRISES**

LES ECHOS – 06/11/2017

### **6 Le bâtiment sous le signe de la high-tech**



**Jusqu'à 370.000 professionnels sont attendus au Mondial du Bâtiment. La digitalisation touche toute l'industrie.**

Le Mondial du Bâtiment, le plus grand rassemblement du genre devant les salons de Munich et de Dubaï, ouvre ses portes ce lundi à Paris Nord Villepinte. L'édition 2017 reflète le retour à meilleure fortune du secteur. En 2015, le Mondial du Bâtiment qui se tient tous les deux ans avait réuni 338.000 visiteurs. Cette année, « nous en attendons 360.000 à 370.000, pour 2.600 exposants », annonce son directeur chez Reed Exposition, Guillaume Loizeaud. L'événement englobe les salons du génie climatique et de la salle de bains, mais la star attirant plus des deux tiers des visiteurs est Batimat, dédié à la construction. Cette année, Batimat compte à lui-seul 1.600 exposants (la moitié étrangers) soit 11% de plus qu'en 2015.

Ce salon constitue un baromètre de la santé du secteur, mais aussi de ses mouvements de fond. Et un constat s'impose : le bâtiment subit une mutation accélérée vers la high tech. « En 2015 nous avons accueilli pour la première fois une quinzaine de [start-ups](#) dans l'espace Bâtiment du

futur. Cette année, nous y comptons cinquante start-ups ou entreprises en développement liées aux nouvelles technologies et le potentiel est de 200 à 300 pour les éditions à venir», indique Guillaume Loizeaud qui évoque déjà l'idée d'un salon de la « construction Tech ».

## Démocratisation

Car la digitalisation s'est propagée un peu partout dans le BTP. «Pendant des années, l'innovation s'était focalisée sur les performances des matériaux. Puis, le phénomène marquant a été la digitalisation depuis 2012 des outils de conception, notamment la maquette numérique (le BIM), qui concernait les architectes et les maîtres d'ouvrage, poursuit Guillaume Loizeaud. Maintenant, la digitalisation concerne tout le monde et la High Tech rentre, via les équipements, dans la vie quotidienne des bâtiments et de ses habitants ».

L'exemple le plus spectaculaire est les fenêtres. Les inconvénients d'hier deviennent des avantages, comme pour la fenêtre climatique du fabricant de menuiseries en aluminium Technal. L'aluminium est conducteur, de chaleur comme de froid. Dans les années 70, cela se traduisait par un phénomène de condensation sur les menuiseries. Aujourd'hui, on tire parti de cette conductivité, «un courant électrique inversé permet de récupérer la chaleur comme le froid pour thermoréguler une pièce via son vitrage », explique Guillaume Loizeaud.

## Capteurs numériques

Autre exemple de la diffusion des solutions industrielles au grand public, les capteurs numériques utilisés par Veolia, Suez et la Saur pour surveiller les réseaux d'eau ont fait des petits. Le système Sense Guard du fabricant de robinetterie allemand Grohe, primé au concours de l'innovation de Batimat, consiste en un capteur à poser sur la canalisation d'eau du logement en amont de la robinetterie pour détecter les fuites. Le système alerte sur smartphone et peut couper l'eau.

L'autre courant porteur de la High Tech est la réduction de la pénibilité du travail avec, par exemple, un drone pulvérisateur de peinture, pour les endroits peu accessibles. Mais quels que soient les marchés ciblés, un dénominateur commun explique l'explosion du digital dans le BTP : la chute des coûts des outils. Ainsi, Leica Geosystems présente son nouveau scanner laser 3D à 360 degrés à un prix divisé par deux par rapport à la concurrence.

## Myriam Chauvot

## LE FIGARO – 06/11/2017

### 7 Onvabosser.fr ringardise les vieilles ficelles du processus de recrutement



Opérationnel dans toute la France depuis septembre, le site a attiré en deux mois plus de 35.000 candidats et prévoit de franchir la barre symbolique des 100.000 d'ici à la fin de l'année avec, comme cible, des profils non cadres.

Fini [l'entretien d'embauche](#): c'est le pari ambitieux d'une nouvelle plateforme de recrutement en ligne, Onvabosser.fr, qui veut «encourager les patrons à tester directement les candidats et arrêter les entretiens», explique son cofondateur, Julien Nowaczyk. Opérationnel dans toute la France depuis septembre, le site a attiré en deux mois plus de 35.000 candidats et prévoit de franchir la barre symbolique des 100.000 d'ici à la fin de l'année avec, comme cible, des profils non cadres. Pour atteindre son objectif, la plateforme a déployé les gros moyens: une campagne de communication d'environ 2 millions d'euros qui finance, notamment, des spots publicitaires diffusés sur plusieurs chaînes télé, dont TF1.

Le site propose aux candidats qui recherchent un emploi de s'inscrire en ligne et de répondre à une centaine de questions pour évaluer leurs compétences et leur motivation.

Le concept? Il est simple. Le site propose aux candidats qui recherchent un emploi de s'inscrire en ligne et de répondre à une centaine de questions pour évaluer leurs compétences et leur motivation. Et c'est le patron qui décide d'entrer en contact, par «chat», avec un candidat dont le profil l'intéresse. Si la rencontre virtuelle est concluante, il lui propose alors de faire un test grandeur nature, qui peut durer plusieurs jours voire plusieurs semaines, au moyen d'un contrat intérim géré par Onvabosser.fr. Reste maintenant à voir si les entreprises s'empareront de ce modèle qui dématérialise complètement la première rencontre physique entre un employeur et un candidat à un poste... Aujourd'hui, quelque 400 PME et TPE ont déjà adhéré à la plateforme.

[Manon Malhère](#)

**LE PARISIEN – 06/11/2017**

## **8 Emploi : connaissez-vous Marco, le robot qui recrute ?**



Geoffroy de Becdelièvre dirige le tour-opérateur en ligne Marco Vasco qui va recruter quarante conseillers, présélectionnés par un avatar.

**INNOVATION. Le spécialiste du voyage sur mesure, Marco Vasco, lance une campagne de recrutement originale : ses futurs conseillers seront présélectionnés par un chatbot.**

Avez-vous déjà une seconde imaginé passer un entretien d'embauche... face à face avec un robot ? Sachez en tout cas que cette expérience saugrenue est désormais tendance en France. Le tour-opérateur Marco Vasco, qui propose aux touristes des voyages sur mesure dans le monde entier, a décidé de frapper fort d'ici à la fin du mois de décembre. Récemment rachetée par le journal « le Figaro », l'agence en ligne que dirige Geoffroy de Becdelièvre projette de recruter quarante nouveaux conseillers spécialisés sur certains pays ou certaines parties du globe qui épauleront les touristes désireux de voyager « hors des sentiers battus ». Avec cette petite originalité dans la méthode : la présélection des potentiels futurs collaborateurs sera effectuée non pas par le service des ressources humaines, mais par un robot conversationnel !

De qui s'agit-il ? D'un chatbot, contraction du mot anglais « tchat » -- pour discussion en ligne — et « bot » — pour robot --, et qui se présente sous la forme d'un avatar, en l'occurrence un petit

bonhomme comme on en rencontre de plus en plus sur les sites Internet ou les applis d'entreprises telles la SNCF ou Ikea, et qui répondent aux questions des clients.

### **Se présenter plus librement**

Chez Marco Vasco, ce fameux chatbot est baptisé Marco. Il demandera par exemple aux candidats connectés sur la messagerie de Facebook, Messenger, de lui décrire des souvenirs de voyage en leur montrant des photos de capitales européennes ou d'îles paradisiaques. « Notre robot leur fera passer des mini-épreuves, précise Rémi Campet, secrétaire général du groupe Marco Vasco. On testera par exemple leur créativité et leur qualité d'élocution en leur faisant raconter leurs dernières vacances. On souhaite de cette manière s'adresser à de nouveaux talents, des explorateurs amoureux ou alors natifs de telle ou telle destination que nous allons aller chercher directement sur les réseaux sociaux. Nous voulons trouver plus facilement de cette façon des *digital natives* (NDLR : des candidats nés avec Internet). Pour cela, il faut adopter de nouvelles méthodes ! » poursuit-il.

Côté candidat, l'intérêt du robot est de simplifier la démarche. Devant l'ordinateur, finie la timidité. La méthode est censée permettre de se présenter plus librement. Côté entreprises, on ne le cache pas, on souhaite cibler les jeunes et accélérer les recrutements.

Marco Vasco, qui a récemment organisé dans la même veine un « cocktail de recrutement » annoncé sur Facebook, estime que ces entretiens de recrutement virtuels vont contribuer à renvoyer une image moderne et innovante de l'entreprise, mais aussi — et surtout — à faire gagner du temps aux personnes — en chair et en os — qui travaillent au département ressources humaines. Et qui continueront, dans un second temps, de faire passer des entretiens en tête à tête aux candidats présélectionnés par Marco.

« Cela peut sembler paradoxal, mais le chatbot ambitionne de rendre le recrutement plus humain et accessible que la méthode traditionnelle du couple cv + lettre de motivation, qui rebute de plus en plus les candidats et les services chargés de les sélectionner », assure-t-on chez Marco Vasco.

### **Adecco, Vinci et d'autres ont aussi un chatbot**

C'est la dernière technologie à la mode. Les robots conversationnels investissent petit à petit le domaine des ressources humaines. Pour créer de l'interaction avec les candidats sur les réseaux sociaux — notamment les plus jeunes —, le groupe de construction Vinci s'est doté d'un chatbot. Mais le géant du BTP n'est pas le seul. Le cabinet de conseil Mazars a aussi un chatbot, prénommé Sam, qui distille ses conseils aux étudiants, par exemple sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire en entretien.

Adecco France, filiale du spécialiste suisse du recrutement, a, lui, lancé fin mai un chatbot emploi sur Facebook Messenger. Baptisé Aloha, qui signifie « bonjour » en hawaïen, ce chatbot permet de guider les candidats parmi les 20 000 offres d'emploi proposés chaque jour par Adecco. « Nous sommes plutôt satisfaits des premiers résultats, avec 60 000 utilisateurs uniques en moins de six mois », indique Rémi Thorel, social media manager chez The Adecco Group. « Aloha est vraiment complémentaire de nos 850 agences en France et du site Internet. Ce chatbot permet de répondre aux questions les plus basiques des candidats, qu'ils cherchent un CDD, un CDI, une mission en intérim ou en alternance. Et, surtout, ils utilisent la fonction Mettre cette offre en favori. » Autrement dit, si une offre qui intéressait un candidat n'est plus disponible, Aloha le chatbot le prévient sur Messenger lorsqu'une nouvelle offre similaire se présente. Pratique !

### **Bérangère Lepetit et Séverine Cazes**

## 9 Selectra casse les prix de l'électricité



L'Europe a créé un système de garantie d'origine de l'énergie renouvelable, dont le coût a baissé.

**Dans la course aux tarifs que se livrent les fournisseurs, Selectra et Mint Energie passent à l'offensive ce lundi avec une offre 16 % moins cher, valable quinze jours.**

Une économie de 16 % ! C'est ce que vous promet la nouvelle offre d'abonnement à l'électricité mise sur le marché ce matin par le comparateur en ligne Selectra, à qui l'on doit déjà des opérations d'offres groupées d'achat dans l'énergie et les télécoms.

Cette fois, Selectra s'est associé au fournisseur français Mint Energie (filiale du groupe Budget Telecom) pour tenter de bousculer le marché en proposant l'électricité « la moins chère ». L'offre veut frapper fort, avec un différentiel de 16 %, donc, par rapport aux tarifs régulés de vente (TRV), fixés par les pouvoirs publics et vendus par EDF, qui font aujourd'hui office de référence par rapport aux prix libres. Autre particularité de l'offre : il s'agit uniquement d'électricité produite par des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique et géothermie).

« La facture annuelle moyenne d'un foyer français, composé de deux adultes et deux enfants, utilisant l'électricité pour le chauffage, l'eau chaude et la cuisson, est de 2 590 €, détaille Xavier Pinon, cofondateur de Selectra. Notre offre peut ainsi leur permettre de réaliser 290 € d'économie par an. »

Comme tous les autres fournisseurs alternatifs, Mint et Selectra assurent que la souscription à leur offre est d'une simplicité biblique. « Il suffit de se munir d'une facture, de relever son compteur d'électricité puis de souscrire en ligne », explique Xavier Pinon. Quelques clics suffisent alors à changer de contrat car c'est le nouveau fournisseur qui se charge de résilier l'abonnement auprès de l'ancien. Ce dernier enverra ensuite une facture de clôture de contrat.

### **Clin d'œil à la COP23**

Comme une sorte de clin d'œil, cette nouvelle offre ne sera valable que le temps de la COP23, la grande conférence pour le climat organisée cette année par les îles Fidji à Bonn en Allemagne. Soit deux semaines à partir d'aujourd'hui. Les 16 % seront alors maintenus au minimum un an. « Au bout de quoi le client revient au niveau de remise standard en cours, soit aujourd'hui 11 %, précise Kaled Zourray, fondateur de Mint Energie. Toutefois nous garantissons que ce niveau sera toujours le mieux-disant du marché pour de l'énergie verte. » Mais comment être sûr de la provenance de cette énergie ? « Grâce à un système de garantie d'origine mis en place par l'Europe et que nous achetons par lots, reprend Xavier Pinon. C'est un véritable label, un peu comme dans le bio. » Et les tarifs ? « Ils sont rendus possibles grâce aux coûts de production du renouvelable qui ont considérablement baissé, conclut-il. Au point d'être désormais tout à fait compétitifs par rapport à l'électricité d'origine nucléaire. » Depuis le début de l'année, tous les nouveaux contrats d'Engie sont également certifiés offres « vertes ».

\* Soit une consommation de 16 565 kWh, avec une puissance au compteur de 9 kVA (source : Ademe, chiffres clés du bâtiment 2013).

Pour en savoir plus : <http://www.leparisien.fr/economie/selectra-casse-les-prix-de-l-electricite-06-11-2017-7374900.php>

Erwan Benezet

**::: SOCIAL**

LE FIGARO – 06/11/2017

## **10 Code du travail: la loi de ratification des ordonnances débarque au Parlement**



**L'objectif est de refermer ce premier dossier d'envergure du quinquennat Macron avant la fin de l'année et en moins de six mois.**

Projet phare du début du quinquennat, la [réforme du Code du travail](#) entre dans sa dernière ligne droite. Après avoir entendu les partenaires sociaux, les députés de la commission des affaires sociales vont examiner, à partir de ce mardi, le projet de loi de ratification des [cinq ordonnances adoptées](#) et publiées fin septembre, en un temps record, après une intense concertation menée tout l'été avec les organisations patronales et syndicales. L'objectif est de voter ce texte en séance plénière à l'Assemblée fin novembre puis dans la foulée au Sénat afin de pouvoir boucler définitivement le dossier avant la fin de l'année.

En théorie, l'enjeu est de taille pour le gouvernement: un rejet du projet de loi de ratification par le Parlement aurait pour effet d'annuler tout bonnement les ordonnances, expliquent certains juristes, la Constitution restant silencieuse en la matière. Mais ce scénario est en réalité guère envisageable, pour ne pas dire impossible. «Il n'y a pas de risque que les textes soient rejetés», confirme d'ailleurs Gérard Cherpion, député Les Républicains (LR) qui s'inscrit globalement en faveur des ordonnances. «Le gouvernement a une majorité qui lève le bras très consciencieusement», précise, non sans un brin d'ironie, cet élu spécialisé dans les questions sociales. Certains parlementaires craignent surtout que l'opposition à gauche de l'échiquier politique - et en particulier La France insoumise (LFI) - multiplie les amendements et fasse ainsi traîner le débat en longueur.

Car si les ordonnances ne peuvent pas être directement modifiées lors de ce vote mais seulement validées ou rejetées, les députés peuvent toutefois déposer des amendements visant les parties du Code du travail justement modifiées par les ordonnances. Vendredi soir, moins de 300 de ces propositions de correctifs avaient ainsi été mises en avant. «Jean-Luc Mélenchon semble avoir compris que la rue n'était pas au rendez-vous, confie toutefois Brigitte Bourguignon, la présidente LREM de la commission des affaires sociales. Je ne pense pas qu'il mène un combat ici.» Le chef de file de LFI a d'ailleurs reconnu qu'[Emmanuel Macron avait marqué «le point pour l'instant»](#), dans un récent entretien sur France Info.

**Ordonnance «coquille»**

Quoi qu'il en soit, pour les équipes du ministère du Travail qui planchent déjà sur [l'acte II des réformes sociales](#), le casse-tête des ordonnances n'est pas terminé. Ils rédigent actuellement une sixième ordonnance «coquille» (ou ordonnance «balai») afin de corriger les incohérences et erreurs qui se sont glissées dans les cinq premiers textes qu'ils ont eux-mêmes écrits.

Cette nouvelle ordonnance sera-t-elle ratifiée en même temps que les autres? L'idée est de la raccrocher en cours de route, en l'intégrant au débat qui se tiendra en session plénière à partir du 14 novembre, explique-t-on à l'Assemblée. Sauf que le texte doit d'abord être envoyé au Conseil d'État, adopté en Conseil des ministres puis publié au Journal officiel. Un challenge que cette fois-ci les équipes de Muriel Pénicaud pourraient avoir du mal à relever...

[Manon Malhère](#)

LE JDD – 05/11/2017

## **11 Formation professionnelle : Muriel Pénicaud dessine les contours de sa réforme**



**La ministre du Travail, Muriel Pénicaud dévoile, dans une interview au JDD, les premières pistes de sa réforme sur la formation professionnelle et l'apprentissage. "Il n'y a pas de sujets tabou", prévient-elle.**

Après les ordonnances concernant le Code du travail, Muriel Pénicaud enclenche son deuxième grand projet, celui de la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Dans une interview accordée au JDD, la ministre du Travail affirme ne pas vouloir "se limiter à une réformette" mais plutôt à une "transformation", selon le terme souvent utilisé par le gouvernement d'Edouard Philippe. "Il n'y a pas de sujets tabou, tout sera mis sur la table avec les partenaires sociaux, les Régions, les chambres consulaires, les praticiens de terrain...", prévient Muriel Pénicaud.

La ministre du Travail part du constat que "seuls 7% des jeunes Français sont apprentis, contre 15% en Allemagne, alors que c'est une voie de réussite avec plus de 70% d'emplois stables à l'issue". Si Nicolas Sarkozy puis François Hollande en avait déjà fait une priorité, le nombre d'apprentis peine à progresser. Fin 2015, ils n'étaient qu'un peu plus de 400.000.

### **La ministre cible les points de blocage**

Pour l'expliquer, Muriel Pénicaud cible différents points de blocage sur lesquels elle veut se pencher. Par exemple, le fait que les "jeunes craignent d'être coincé dans une filière à 16 ans" ou qu'ils "sous-estiment que c'est une voie d'excellence". Elle évoque aussi "la difficulté à trouver une entreprise d'accueil ou des places dans les centres de formation d'apprentis".

Pour y répondre, elle propose plusieurs pistes comme la possibilité de permettre d'entrer en apprentissage "toute l'année" sans forcément respecter le calendrier scolaire, ou d'intégrer les cursus d'apprentissage sur Affelnet, un dispositif d'inscription informatisé au lycée.

## Un "appli" pour le compte personnel de formation

Concernant le compte personnel de formation, elle ne compte pas revenir dessus mais plutôt le rendre accessible à tous "par exemple via une 'appli' simple qui afficherait pour chaque actif le nombre d'heure sur son compte, les offres d'emplois dans sa région, les formations qui y préparent et leur taux d'insertion".

Muriel Pénicaud a aussi affirmé vouloir mieux contrôler les organismes de formation en conditionnant "les financements publics à une certification, avec obligation de publier les taux d'emploi à l'issue de la formation". Cette mesure aurait, selon elle, l'effet d'éliminer les organismes les moins sérieux.

Enfin, la ministre du Travail assure que la fusion des contrats d'apprentissage et de professionnalisation n'est pas sur la table. Toutefois, elle veut se pencher sur le moyen "d'injecter dans le contrat d'apprentissage, les souplesses du contrat de professionnalisation, et travailler sur les différences de rémunération qui ne se justifient pas forcément".

**INTERVIEW** : <http://www.lejdd.fr/politique/harcelement-sexuel-muriel-penicaud-confie-avoir-ete-victime-au-debut-de-sa-carriere-3483410>

Alexis Boisselier

LES ECHOS – 06/11/2017

## **12 Handicap : la manne financière n'apaise pas les inquiétudes**



**La revalorisation de l'allocation adulte handicapé s'accompagne de mesures restrictives, notamment sur la prime d'activité.**

Chose promise, chose due. L'allocation adulte handicapé va être revalorisée de 89 euros, pour atteindre 900 euros en novembre 2019, avec une première étape à 860 euros en novembre 2018. Vendredi, lors de la discussion en commission élargie sur la mission «solidarités » du projet de loi de finances pour 2018 à l'Assemblée nationale, la députée Stella Dupont, rapporteur de la mission, s'est félicitée de cet effort de 2,5 milliards d'euros durant le quinquennat: «*C'est un treizième mois pour les bénéficiaires de l'AAH* », a-t-elle souligné. [A terme, 34.000 personnes supplémentaires entreront dans le dispositif](#) grâce à l'augmentation du niveau de ressources garanti.

### **Des restrictions financières**

Le coût de cette mesure en année pleine s'élèvera à 960 millions d'euros. L'impact financier restera limité en 2018 (240 millions d'euros), portant à 9,73 milliards d'euros l'enveloppe de l'AAH. Pour rappel, ce minimum social est versé à 1,1 million de personnes souffrant d'un taux d'incapacité permanente d'au moins 50%. C'est un plafond de revenus, pouvant toutefois être partiellement cumulé avec des revenus d'activité jusqu'à 1.590 euros par mois (1,4 Smic).

En commission, des députés de droite comme de gauche se sont néanmoins émus de plusieurs restrictions financières, conçues « *dans un esprit de responsabilité collective* », comme l'a expliqué

la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées, Sophie Cluzel - autrement dit, pour que les dépenses ne s'emballent pas. Ericka Bareigts, pour le groupe Nouvelle Gauche, a notamment parlé d'une «*réforme en trompe-l'oeil*».

Ainsi, le niveau de ressources garanti à des handicapés en couple, qui équivaut aujourd'hui à 2 AAH, ne sera plus que de 1,9 AAH en 2018, et de 1,8 en 2019. Au lieu de passer de 1.622 euros par mois aujourd'hui à 1.800 euros dans deux ans, il va croître légèrement à 1.634 euros fin 2018... puis retomber à 1.620 euros en 2019 (hors revalorisation annuelle classique).

Alors que 877.000 handicapés seront gagnants grâce à la hausse de l'AAH, 76.000 seront soumis à la «*conjugalisation*» de leur allocation, avec une perte moyenne de 2 euros, selon le gouvernement. Et cela, qu'ils soient un ou deux handicapés dans le couple. Les deux-tiers des perdants se concentreront entre le deuxième et le quatrième décile, dans une frange de la population assez démunie.

Dans le cas du revenu de solidarité active, un couple ne touche que 1,5 RSA, plaide le gouvernement. Pour calmer les esprits, Sophie Cluzel s'est engagée à mettre en place une mesure réglementaire de «*lissage*» «*pour qu'il n'y ait pas de rupture de droits*» entre 2018 et 2019 pour les couples. Un rapport sur le sujet sera annexé au prochain projet de loi de finances, a-t-elle promis.

### **Des compléments alignés vers le bas**

Autre pomme de discorde, la fusion des deux compléments à l'AAH, en s'alignant sur le montant de la «*majoration pour la vie autonome*». Résultat, les allocataires du «*complément de ressources*», qui sont 65.000, et qui sont incapables de travailler, vont perdre 75 à 179 euros par mois alors qu'ils vivent déjà sous le seuil de pauvreté. La fusion «*n'aura pas lieu avant 2019*», a tempéré Sophie Cluzel, et «*seulement au fil des nouvelles demandes*»: elle ne s'appliquera pas aux bénéficiaires actuels.

La secrétaire d'Etat a également promis de chercher «*une solution plus globale*» pour les aidants familiaux, qui vont voir leur CSG augmenter de 1,7 point sans bénéficier de baisses de cotisations sur leur prestation de compensation du handicap. Cela pourrait passer par une revalorisation de la prestation, ou par sa défiscalisation.

Par ailleurs, le gouvernement n'a pas cédé de terrain [sur la prime d'activité](#). Les bénéficiaires de pensions d'invalidité ou de rentes d'accident du travail n'auront plus droit à ce complément de revenu pour travailleurs pauvres ou modestes. «*L'objectif de la prime d'activité était d'augmenter les revenus tirés de l'activité*», et non d'augmenter les revenus de remplacement ou les prestations sociales, a plaidé Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités, arguant aussi que la dérogation décidée courant 2016 n'avait pas été budgétée. En l'absence de campagne d'information, seules 10.000 personnes en bénéficieraient.

**Solveig Godeluck**

**LE PARISIEN – 06/11/2017**

**13 En Guadeloupe, Philippe promet des aides aux agriculteurs touchés**

## par les cyclones



Le Premier ministre, Edouard Philippe, et le président de la région Guadeloupe, Ary Chalus, à Pointe-à-Pitre, le 4 novembre 2017.

### **Le Premier ministre a annoncé dimanche le versement progressif d'indemnisations.**

Deux mois après les ouragans Irma et Maria, Edouard Philippe poursuit dimanche en Guadeloupe sa tournée aux Antilles, une étape dominée par la question des indemnisations d'agriculteurs. Il rejoindra ensuite [l'île gravement sinistrée de Saint-Martin](#), avant un retour à Paris mardi, en vue du Conseil des ministres.

«La réponse sera à la hauteur des attentes», a assuré le Premier ministre après avoir visité deux fermes guadeloupéennes sinistrées, une bananeraie et une exploitation de recherche biovégétale.

«Les indemnisations vont être versées progressivement au fur et à mesure que l'ampleur des dégâts sera finement mesurée», a indiqué Edouard Philippe. Selon Matignon, cette aide, qui serait versée d'ici début 2018, pourrait avoisiner 20 à 30 millions d'euros, sur la base de l'estimation actuelle des dommages.

### **85 millions d'euros de dommages**

La banane, produit phare de l'économie guadeloupéenne avec habituellement plus de 80 % des exportations agricoles, est particulièrement fragile face aux ouragans. «J'ai 40 hectares de bananes, on a perdu 100 %, à part quelques régimes debout, tout est rasé», a expliqué Jean-Claude Morand, gérant d'une exploitation à Trois Rivières. Un taux de destruction similaire aux autres bananeraies guadeloupéennes.

Toutes productions confondues, les agriculteurs antillais, déjà éprouvés par l'ouragan Matthew en 2016, affichent des dommages de 85 millions d'euros (50 en Guadeloupe, 35 en Martinique), selon les premières estimations.

Après la rencontre avec les agriculteurs en début de matinée, le chef du gouvernement inaugure un centre culturel et sportif, avant de rencontrer des pêcheurs sinistrés par la série de violents cyclones de la fin de l'été.

### **A Saint-Martin, le dossier de la reconstruction**

Au terme de son passage guadeloupéen, le Premier ministre atterrira, en fin de journée dimanche, à Saint-Martin, la plus touchée début septembre par l'ouragan Irma, avec 95 % des bâtiments détruits ou endommagés, et plus d'un cinquième des 35 000 habitants ayant quitté la partie française de cette île, partagée avec les Pays-Bas.

A Saint-Martin, puis à Saint-Barthélemy lundi, c'est le dossier de la reconstruction et du difficile retour à la normale qui devraient dominer les échanges, un mois et demi après la venue d'Emmanuel Macron.

Il doit notamment confirmer la mise en place d'un système d'aide par cartes prépayées pour les habitants les plus démunis, à hauteur de 300 euros par adulte et 100 par enfant.

### **Une rentrée scolaire... en novembre**

Comme il s'y était engagé, Edouard Philippe assistera dans la matinée à la rentrée scolaire dans une école saint-martinoise.

Conformément à l'objectif du gouvernement, tous les élèves vont pouvoir reprendre le chemin des classes, même si quatre établissements restent impraticables et qu'un système de rotations matin/après-midi des élèves a dû être mis en place dans certaines écoles.

C'est sur le dossier de la reconstruction immobilière que l'exécutif entend désormais peser, dans une île de Saint-Martin où près d'un quart des constructions étaient sans permis, selon les chiffres cités par le gouvernement. «Nous ne pouvons pas reconstruire comme si rien ne s'était passé», a plaidé samedi le Premier ministre, assurant que l'État serait «exemplaire» pour ses installations. La reconstruction au même endroit des habitations sans permis pourrait être freinée.

## **::: POLITIQUE**

**LE PARISIEN – 06/11/2017**

### **14 Remaniement : spéculations et manipulations vont bon train**



**Palais de l'Élysée (Paris, Ville), le 18 mai.** Gérard Collomb et Jean-Yves Le Drian, des poids lourds de la politique, ont du mal à trouver leur place.

**Dans les coulisses du pouvoir, les spéculations et vacheries vont bon train en vue du prochain remaniement, qui devrait pourtant rester limité. Passage en revue de la cote des ministres.**

« Alors, vous avez quoi, vous ? » s'enquiert une figure de la majorité, l'air gourmand. Pas un rendez-vous avec un ministre ou un Marcheur ces jours-ci sans que démarre le petit jeu des chaises musicales. Les coulisses du pouvoir ne bruissent que de ça : le remaniement attendu mi-novembre, suite à la désignation de Christophe Castaner à la tête du parti macroniste.

L'exécutif a beau faire savoir qu'il sera très limité, répéter que le grand chambardement attendra le printemps 2019, autour des européennes, les spéculations et manipulations en forme de peau de banane pullulent. Car, dans la majorité, tous s'accordent sur un point : outre de belles révélations, le casting gouvernemental manque de poids politique. « Quand on les voit à la télé, ça n'est pas le macronisme flamboyant ! » avoue un ami du président. « Il y a des trous dans la raquette », soupire un conseiller de l'exécutif.

**Collomb et Le Drian, les plus mal notés**

Certains ministres régaliens peinent à exister. « Gérard Collomb est fatigué et Jean-Yves Le Drian inexistant », gronde un fidèle du président. Dans les milieux préfectoraux, on n'hésite pas à attaquer Collomb sur son âge, 70 ans. Son surnom, désobligeant ? Son Altesse sénilissime. Violent. « Toutes les décisions sont prises à l'Elysée », peste le patron d'une direction de l'Intérieur. Lucide, le ministre des Affaires étrangères en a quant à lui pris son parti. « Je mets du charbon dans les soutes. Je suis le second du président. A l'arrière-plan », confiait Le Drian il y a peu.

Les choses sont difficiles pour d'autres ministres, jugés gaffeurs ou transparents. Comme Jacques Mézard (Cohésion des territoires), Stéphane Travert (Agriculture), ou Brune Poirson (Écologie, où elle seconde Hulot). « Le président trouve qu'elle n'imprime pas », regrette un conseiller du pouvoir. Bruno Le Maire (Économie) aussi est l'objet de flèches acérées. « Emmanuel s'en méfie. Il sait que Le Maire n'a pas renoncé à ses ambitions élyséennes », glisse un macroniste de la première heure. Quant à Benjamin Griveaux, qui a vu la direction du parti lui échapper, son avenir reste incertain. « Quand on dit qu'on veut occuper tous les postes, ça peut énerver », relève un proche de Macron.

### **Darmanin, le chouchou**

« Chapeau ! » applaudit un ami du président à propos du ministre du Budget, Gérald Darmanin. « Il irritait Emmanuel au début, maintenant il pense qu'il est très bon », confirme un autre. Le voilà du coup pressenti pour devenir porte-parole du gouvernement. Quand il a eu vent de la rumeur, le jeune ministre, débordé, a fait savoir à Edouard Philippe qu'il n'était pas candidat. Autres étoiles du gouvernement, les ministres issus de la société civile, Agnès Buzyn (Santé), Jean-Michel Blanquer (Éducation), Muriel Pénicaud (Travail) et Nicole Belloubet (Justice), dont la réussite est saluée. « Des bonnes surprises », juge un pilier de la majorité. Quant au Premier ministre, beaucoup le voient rester cinq ans. En privé, le président se félicite de son choix : « C'est bien quand même, l'éducation à la Juppé ! »

A l'extérieur, les députés LREM attendent leur heure. Car des postes de secrétaire d'Etat pourraient être créés. Les noms de Gabriel Attal, Sacha Houlié, Amélie de Montchalin ou Hugues Renson sont évoqués. Quant à Richard Ferrand, chef des députés marcheurs, il pourrait revenir dans l'équipe. « Mais pas maintenant, c'est trop tôt », confie un macroniste historique. Au final, le président tranchera, et il ne supporterait pas ceux qui se poussent du col. « Il y a un truc dont il a horreur, c'est les ballons d'essai, ça l'hystérise », dit-on à l'Elysée. Transmis aux ambitieux trop pressés...

**Ava Djamshidi, Valérie Hacot et Nathalie Schuck**

## **LE PARISIEN – 06/11/2017**

### **15 Luc Carvounas prêt à briguer la direction du Parti socialiste**



Luc Carvounas, député de la 9e circonscription du Val-de-Marne.

## **Député du Val-de-Marne et ancien proche de Manuel Valls, Luc Carvounas entame une tour en France pour préparer sa candidature à la tête du Parti socialiste.**

Ils sont nombreux à se pencher sur le cadavre. Le Parti socialiste est donné pour mort par les plus pessimistes, tandis que d'autres, moins sombres, le considèrent en « voie de résurrection ». Ces derniers ont comme horizon le prochain congrès du PS qui se tiendra probablement en mars 2018 dans une ville de la région parisienne. Refondation, [changement de nom](#)... rien n'est tabou.

Le congrès sera aussi l'occasion de [désigner son futur patron](#). Pour le moment, personne ne sort du bois. Parmi les héritiers de la hollandie, l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, bien que fortement poussé par l'ex-président très actif en coulisses, refuse de sauter le pas. Le « grognard » Stéphane Le Foll, ancien porte-parole du gouvernement, avance ses pions.

### **L'heure des quadras**

Ce sont surtout les quadras du PS qui pensent leur heure enfin venue. Mais la relève part en ordre dispersé. Selon nos informations, Luc Carvounas devrait se déclarer prochainement. Le député du Val-de-Marne, longtemps proche de Manuel Valls, a commencé un « tour de France » pour tester la base des sympathisants.

Social-démocratie, Europe, sécurité et proximité, tels seront les axes autour desquels sera articulé son projet de campagne. Carvounas réunit depuis quelques semaines un groupe de réflexion composé de parlementaires, d'intellectuels et de personnalités de la société civile pour affiner ses propositions. Il sortira un livre en début d'année. A quelques semaines des cinquante ans de Mai 68, l'ouvrage, intitulé « 68 lettres ouvertes », donnera la parole à 68 personnalités qui dessineront la vision de la société du député PS.

Najat Vallaud-Belkacem, qui avait concentré les espoirs d'une grande partie des députés de la Nouvelle Gauche, ne semble pas prête, après son échec aux législatives. Même s'il s'en défend, Olivier Faure, le président du groupe à l'Assemblée, pourrait alors se lancer. Mais d'autres, comme Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, pourraient aussi être tentés. Preuves que les luttes de courants et les guéguerres d'ego restent vivaces au PS...

**Jannick Alimi**

## **LES ECHOS – 06/11/2017**

### **16 Laurent Wauquiez : « La droite doit se donner une règle d'or simple : pas d'augmentation d'impôt »**



Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, candidat à la présidence du parti Les Républicains.

**Six mois après la victoire d'Emmanuel Macron, Laurent Wauquiez juge que « le travail de fond n'est pas fait », notamment concernant la dépense publique. Le grand favori de la**

## **course à la présidence de LR s'engage à ne pas augmenter les prélèvements obligatoires s'il accède au pouvoir.**

**Vous avez qualifié Emmanuel Macron de « petit président arrogant et capricieux ». Dans sa politique, tout est-il à jeter ?**

Bien sûr que non. Des mesures techniques vont dans le bon sens et je n'ignore rien de la séduction qu'il peut exercer sur certains milieux économiques. Mais je suis frappé par la myopie des commentaires. Le programme d'Emmanuel Macron est construit sur du sable pour une raison simple : il ne s'attaque pas à la [dépense publique](#) . Dans un pays où elle pèse 55 % du PIB, il ne peut y avoir aucun redressement durable, aucune baisse d'impôt durable, aucune amélioration de la compétitivité sans baisse de la dépense publique. Or, la dépense de l'Etat va augmenter de 7 milliards en 2018. Sur la fonction publique, le président propose de supprimer 1.600 postes l'an prochain, 324 seulement dans le périmètre de l'Etat. A ce rythme, il lui faudra un siècle pour tenir ses promesses.

**Mais quels sont les aspects positifs ?**

La réforme du Code du travail. Le discours sur la réussite aussi. Mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Le travail de fond n'est pas fait et c'est à l'opposition de le dénoncer. Je mets en garde : personne n'a intérêt à ce que la voix de l'opposition disparaisse. Le jeu d'Emmanuel Macron est de supprimer ce qui est entre lui et les extrêmes. Ce qui signifie que s'il échoue, la France prend le risque d'avoir Mélenchon contre Le Pen. Il y a un devoir impérieux de restaurer la voix d'une droite républicaine.

**La droite a été au pouvoir. Comment convaincre que vous baixerez vraiment la dépense ?**

Moi, je fais. Je suis président d'une très grande région et on peut me juger sur mes résultats. En Auvergne-Rhône-Alpes, j'ai baissé de 5,9 % les dépenses de fonctionnement, ainsi que la masse salariale. Si Emmanuel Macron faisait la même chose pour la France, le déficit public serait à zéro à la fin de son mandat. Trop d'élus de droite tiennent un discours national mais font l'inverse aux responsabilités. La droite doit se donner une règle d'or simple : pas d'augmentation d'impôt dans nos programmes. C'est le seul moyen de retrouver une crédibilité économique. La droite d'Angela Merkel, le Parti républicain aux Etats-Unis ou le gouvernement de David Cameron au Royaume-Uni ont baissé les impôts.

**Vous président, il n'y aurait donc aucune hausse d'impôt ?**

Quand on est de droite, on doit faire un choix clair : pas d'augmentation des prélèvements obligatoires. Je vois l'engrenage de l'impuissance des politiques. Comme ils n'ont pas le courage de baisser la dépense publique, trop de politiques jouent au bonneteau fiscal pour donner l'impression de faire quelque chose. C'est ce que fait Emmanuel Macron. J'aurais préféré qu'il finance les baisses de cotisations par une réduction de la dépense publique. Qui va payer l'addition ? Les entrepreneurs. Pour la première fois depuis des années, le coût du travail va augmenter l'an prochain puisque la [ransformation du CICE en baisse de charges](#) va se traduire par une remontée des prélèvements.

**Où faire les économies ?**

On a laissé s'installer l'idée que si on enlève ne serait-ce que 100 millions aux services publics, tout va s'effondrer. C'est absurde. Les entreprises sont amenées chaque jour à faire mieux pour moins cher. Il faut supprimer tous les doublons, nombreux, entre l'Etat et les collectivités. Ensuite, le maquis d'aides sociales coûtant très cher, je propose de fusionner toutes les prestations dans une allocation sociale unique, équivalente au maximum à 75 % du SMIC. La seule simplification du traitement administratif permettrait d'économiser 5 milliards. Mettre fin à la multiplication des régimes de retraite permettrait aussi d'économiser en gestion 2 milliards. Augmenter le temps de travail des fonctionnaires de 1 % ferait économiser 36.000 postes et 1 milliard d'euros. Ce débat

doit être ouvert de toute urgence. Ce que l'on fait depuis des années, c'est de la microgestion. Je veux renverser la table.

### **Faut-il tenir coûte que coûte les 3 % de déficit ?**

Le sujet, c'est que l'on retrouve de la capacité d'investissement. Mon problème n'est pas le déficit budgétaire en soi. Je ne suis pas un ayatollah de Maastricht.

### **Qui bénéficierait de votre politique fiscale ?**

Le premier problème de l'économie française, c'est la compétitivité des entreprises. Il faut baisser les charges sur les salaires, et pas seulement sur les petits salaires, si l'on veut créer une économie de la [valeur ajoutée](#). Le second problème, c'est le découragement de la France qui travaille. De plus en plus d'entreprises ne trouvent pas de personnes prêtes à travailler. Pourquoi ? Parce que le niveau des impôts sur la France qui travaille et sur les classes moyennes est extravagant. Ceux qui sont paupérisés aujourd'hui, ce sont les classes moyennes. La France a augmenté les prestations sociales pour les plus pauvres et baissé les prélèvements sur ceux qui ont réussi mais, entre les deux, les classes moyennes ont été laminées. Elles sont pourtant le socle d'une démocratie stable.

### **Fallait-il supprimer l'ISF ?**

Je n'ai aucun problème à ce que l'on supprime l'ISF et qu'on mette en place une « flat tax » pour les revenus du capital. Mais je trouve aberrant de distinguer l'investissement dans des entreprises et celui dans l'immobilier. Je ne comprends pas la hargne d'Emmanuel Macron contre l'immobilier, un secteur qui fait vivre des centaines de milliers de personnes. Il joue aussi un jeu très dangereux en ne faisant aucun geste pour les classes moyennes. Opposer la France qui a réussi aux classes moyennes est une erreur.

### **Selon vous, le président n'a « pas de vision ». Mais quelle est la vôtre ?**

La France a en réalité le choix entre trois visions. Celle de [Marine Le Pen](#) et [Jean-Luc Mélenchon](#) : il faut se recroqueviller à l'intérieur du village gaulois. Celle que porte Emmanuel Macron : la France doit se renier et renoncer à ce qu'elle est, quitte à léguer Alstom aux Allemands sans même verser une larme. Cette vision aboutit à une France de plus en plus craintive et averse au changement. La vision que je défends, c'est une France qui retrouve ses fondamentaux pour avoir le goût de l'audace et de l'avenir. Notre pays croyait au travail, il a basculé dans la culture de l'assistanat. Il était un pays de creuset républicain ; on a laissé le multiculturalisme nous rognier. Il croyait à l'ascenseur social ; on s'est enfermé dans une Education nationale où c'est le nivellement par le bas et non plus la transmission de l'effort et du travail qui règne. Il faut redonner des fondations à la France. Les Etats-Unis ou l'Allemagne ont été capables d'une extraordinaire réussite parce qu'en même temps, ils ont eu le sens de la permanence : leur contrat social n'a en rien changé - le melting-pot, le self-made-man et l'adhésion au drapeau d'un côté, l'industrie, l'apprentissage, le fédéralisme et la défense du Mittelstand de l'autre. Ils ont défendu les colonnes du temple. La France a fait le pire : elle a sabré toutes les colonnes et n'a pas eu le goût de l'audace dans la mondialisation. Ce que je veux, c'est refaire le lien entre les deux.

### **Vous êtes plus proche de Reagan et de Thatcher que de Schröder...**

Je suis un pragmatique. Ce qui m'intéresse, c'est que le chat attrape des souris. Ce que je veux, c'est aller chercher ce point où la France renaît, et que le pays défende ses fleurons industriels et ses emplois. La Suède, le Canada, l'Allemagne, l'Angleterre ont été capables de se repenser totalement. La France, depuis trente ans, n'a pas été capable de le faire. Et Emmanuel Macron n'est pas parti pour le faire. Quand vous voulez trop plaire, vous n'avez pas l'audace qui permet de transformer. J'ai aussi du mal à comprendre que l'Europe ait une approche du droit de la concurrence aussi insensée, qui consiste à ouvrir portes et fenêtres à des pays plus fermés

qu'elle. Je revendique cette lucidité qui consiste à ne pas être le Ravi de la crèche dans la compétition mondiale.

### **Peut-on rassembler sa famille politique en clivant ?**

Peut-on rassembler en se reniant ? Une droite qui n'est de droite que dans les paroles et qui jette un voile pudique sur ses idées ne sert à rien. Ma conviction, c'est qu'il faut sortir de ce piège du plus petit dénominateur commun, avec des politiques sans aspérité, sans goût et sans saveur. Je revendique de secouer, de ne pas plaire à tout le monde, et surtout de faire.

### **Edouard Philippe et Bruno Le Maire sont-ils de mauvais membres du gouvernement ?**

En tout cas, ils sont dociles. J'ai même une vraie admiration pour leur niveau d'abnégation. Que Bruno Le Maire, qui a plaidé pour une baisse de la CSG, s'apprête à devenir le ministre de Bercy qui fera la plus grosse hausse de la CSG de l'histoire de France suppose une dose de sacrifice assez hors norme. Au passage, je trouve la gestion DRH du président extraordinairement poussiéreuse. Un autoritarisme dépassé, une volonté de tout faire disparaître en dehors de lui... On ne sait même plus s'il y a un Premier ministre ! Macron se comporte comme un vieux dinosaure de la politique.

### **En dehors de l'économie, qu'est-ce qui vous différencie du FN ?**

L'économie, ce n'est pas rien ! Mais ma philosophie, c'est la France qui rayonne, pas celle qui se recroqueville. Ce n'est pas du tout le même état d'esprit. Que les choses soient bien claires : avec moi à la tête des Républicains, il n'y aura aucune alliance avec des élus issus du Front national. Mais se définir par rapport au FN est un piège dans lequel la droite est trop longtemps tombée. Je veux une droite qui assume, sur tous les sujets, sans se soucier des gendarmes du débat public qui décernent bons points et cartons rouges. Personne ne me dicte ce que j'ai le droit de penser et ce que je n'ai pas le droit de dire. Le meilleur allié du FN, c'est une droite filet d'eau tiède.

[Pierre-Alain Furbury](#) et [Guillaume de Calignon](#)

**INTERNATIONAL**

**LE MONDE – 06/11/2017**

### **17 Carles Puigdemont libéré sous condition par la justice belge**



**La Chambre du conseil devra se prononcer sur l'exécution du mandat d'arrêt européen prononcé à l'encontre du président catalan destitué dans les quinze prochains jours.**

Dimanche 5 novembre en fin de soirée, le parquet belge a décidé que Carles Puigdemont, le président déchu de l'exécutif catalan, et quatre membres de son gouvernement, réfugiés en Belgique depuis une semaine, seraient laissés en liberté conditionnelle avec interdiction de quitter le pays, le temps que la justice belge statue sur les mandats d'arrêts européens émis par la justice

espagnole. Une décision qui pourrait prendre jusqu'à trois mois, si les avocats des Catalans font jouer tous les pourvois possibles en appel. De quoi permettre à M. Puigdemont de concourir aux élections régionales du 21 décembre, en liberté, mais depuis la Belgique. Sa formation, le Parti démocrate de Catalogne (PDeCAT, droite), a proposé, dimanche, qu'il soit la tête de liste d'une coalition indépendantiste unitaire.

Poursuivi par la justice espagnole pour « rébellion, sédition, malversation, abus de pouvoir et désobéissance » pour avoir « *planifié, organisé et financé avec des fonds publics* » le référendum illégal sur l'indépendance du 1<sup>er</sup> octobre, et encouragé une « *insurrection active dans la population* » afin de « *parvenir à son objectif sécessionniste* », Carles Puigdemont a, en tout cas, tenu parole. Il avait promis, vendredi 3 novembre, qu'il ne « *fuirait* » pas la justice belge, la « *vraie justice* », avait-il précisé sur le plateau de la télévision publique belge RTBF. Le leader indépendantiste et les quatre autres dirigeants l'ayant suivi se sont effectivement rendus d'eux-mêmes à la police judiciaire fédérale belge dimanche matin. Ils ont été immédiatement placés en garde à vue, a précisé le parquet de Bruxelles, le temps que le juge d'instruction prenne une décision sur leur remise en liberté.

M. Puigdemont est arrivé en Belgique lundi 30 octobre, le jour où le parquet espagnol portait plainte contre son gouvernement régional, destitué pour avoir organisé la déclaration d'indépendance votée le 27 octobre par le Parlement catalan. Il a probablement été encouragé par les marques de soutien répétées des leaders de la NV-A, le parti nationaliste flamand, présent dans le gouvernement de coalition du premier ministre libéral Charles Michel. Si son but était aussi d'internationaliser la crise catalane, il a en partie réussi : sa présence à Bruxelles a fortement agité la classe politique belge ces derniers jours.

« *Qu'est-ce que l'Europe attend pour agir ?* », s'est étonné le ministre de l'intérieur belge Jan Jambon (NV-A) sur Twitter dimanche. L'opposition socialiste est également entrée dans le débat, l'ex-premier ministre Elio Di Rupo allant jusqu'à tweeter, sans nuances : « *Puigdemont a abusé de sa position, mais Rajoy s'est comporté en franquiste autoritaire.* » Un autre ex-premier ministre belge, l'actuel leader du groupe des libéraux au Parlement européen, Guy Verhofstadt, a regretté des emprisonnements « *disproportionnés* », en référence à la décision de la justice espagnole de placer en détention préventive huit ex-ministres catalans, jeudi 2 novembre. Bien que du même camp (conservateur) que Mariano Rajoy, la Luxembourgeoise Viviane Reding, ex-commissaire européenne à la justice, a, quant à elle, regretté que l'Espagnol ait laissé « *pourrir la crise catalane* » pendant tant d'années.

### **Déclarations « irresponsables »**

Dans un communiqué, le premier vice-président du Parti populaire européen (PPE), l'Espagnol Esteban Gonzalez Pons, a répondu aux critiques venues de Belgique, en rappelant la « *séparation des pouvoirs* ». Il s'en est particulièrement pris aux déclarations du ministre Jan Jambon, « *irresponsables et dangereuses pour le maintien de la coopération nécessaire entre les Etats de l'Union européenne* ».

Le vrai défi du gouvernement de M. Rajoy se trouve cependant en Catalogne, où les mesures de détention provisoire ont sorti le mouvement séparatiste de l'apathie dans laquelle l'avait plongé la mise sous tutelle de la région décrétée par Madrid le 27 octobre. Le 8 novembre, une grève générale a été convoquée. Le 11 novembre, une grande manifestation est prévue à Barcelone. Et selon un sondage paru dans *La Vanguardia* dimanche, les indépendantistes, bien qu'en léger recul, pourraient conserver leur majorité absolue en sièges au Parlement catalan, avec 46 % des voix.

[Cécile Ducourtieux](#) et [Sandrine Morel](#)

## **18 Climat : la COP 23 s'ouvre aujourd'hui à Bonn**



Des milliers de manifestants se sont réunis samedi à Bonn pour réclamer des actions plus concrètes.

### **La COP23 débute lundi à Bonn en Allemagne pour quinze jours alors que le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris ouvre une période d'incertitude.**

Déjà trop tard? Deux ans après la [COP21](#) et l'accord historique signé à Paris sur le climat, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) a publié cette semaine un rapport alarmiste : les "engagements" pris il y a deux ans par chaque pays au niveau national "couvrent seulement un tiers des mesures nécessaires pour éviter les conséquences les plus dramatiques des changements climatiques" à l'horizon 2030. Le moment n'a pas été choisi par hasard, à six jours de l'ouverture de la COP23 à Bonn en Allemagne, présidée pour la première fois par un Etat insulaire particulièrement exposé, les îles Fidji. "De nombreuses analyses montrent que les engagements nationaux pris par les pays à Paris ne sont nullement suffisants pour limiter la hausse des températures à 2 °C d'ici à 2100", confirme Alden Meyer, directeur de la stratégie de l'ONG américaine Union of Concerned Scientists. Un constat aggravé par [le retrait américain de l'accord](#), annoncé début août par Donald Trump.

Il y a pourtant urgence. La planète a battu en 2016 son troisième record annuel consécutif de chaleur. Le niveau des océans continue à monter d'environ 3,3 mm par an. Selon certains climatologues, le nombre de sécheresses, incendies de forêts, inondations et ouragans – comme ceux ayant frappé ces derniers mois Saint-Martin, la Guyane, la Floride ou encore le Texas – ont doublé depuis 1990. "Nous devons utiliser toutes les opportunités pour travailler ensemble et limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C", martèle l'ambassadrice Nazhat Shameem Khan, négociatrice en chef fidjienne.

La cheffe d'orchestre de la COP23 n'a pas abandonné l'objectif ambitieux des 1,5 °C évoqué à Paris, privilégiant les bonnes nouvelles, comme la stabilisation des émissions de CO2 depuis 2014, plutôt que les prévisions alarmantes de l'ONU. Pourtant, au rythme actuel, et si chaque engagement national pris en 2015 était respecté, les températures augmenteraient d'au moins 3 °C à l'horizon 2100, selon l'organisation. "C'est pourquoi il existe des périodes de révision collective des engagements, pour évoquer les actions à mener afin d'y arriver, souligne l'activiste américain Alden Meyer. Le premier round, ce qu'on appelle le "dialogue facilitateur", aura lieu à la COP24 l'année prochaine, en Pologne. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Giec] publiera d'ici là un nouveau rapport sur le seuil de 1,5 °C, qui permettra d'avancer."

### **26 pays n'ont toujours pas ratifié l'accord de Paris**

Les discussions préparatoires qui se tiendront à Bonn s'annoncent d'autant plus compliquées que les accords ne sont pas contraignants et que les mauvais élèves ne sont pas sanctionnés. "Il faut plus de rigueur sur la transparence des émissions, défend-on au sein de la délégation française. On ne triche pas avec la planète." Vingt-six pays sur les 195 parties prenantes n'ont toujours pas ratifié l'accord de Paris, dont certains poids lourds comme la Russie, la Colombie, la Turquie et l'Iran.

L'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 – notamment vers les pays en développement – se révèle également compliqué depuis le retrait américain, les Etats-Unis

étant de gros contributeurs, car de gros pollueurs. Ceux-ci se déplaceront d'ailleurs en délégation restreinte à Bonn. "L'UE seule ne peut combler le déficit de financement américain", a déjà prévenu au début du mois Miguel Arias Cañete, le commissaire européen à l'Action pour l'énergie et le climat. "J'ai une grande foi dans l'ingéniosité de la communauté internationale, tempère l'optimiste ambassadrice fidjienne. La COP23 est d'ailleurs faite pour mettre en route le fonds d'adaptation qui doit servir au financement des projets."

Plusieurs pays pourraient venir à la rescousse. "Parmi les contributeurs clés, on devrait trouver le Japon, la Norvège, l'Allemagne et l'Union européenne d'une manière générale, mais aussi la Chine pour les initiatives Sud-Sud", avance Alden Meyer. Les associations poussent pour sauvegarder le mécanisme de "pertes et préjudices" lancé en 2013, où la communauté internationale compense auprès d'un pays les pertes économiques causées par des ouragans, des cyclones, l'élévation du niveau de la mer ou la désertification. "Le débat du financement, officiellement prévu en 2018, sera très important pour les pays les plus touchés, auprès desquels nous devons être solidaires", abonde la délégation française. Un débat qui sera entamé le 12 décembre, à Paris, lors du sommet climat lancé par Emmanuel Macron, spécifiquement consacré à ce volet financier.

**Camille Neveux**

## LES ECHOS – 06/11/2017

### **19 Le nouveau projet américain de taxe aux frontières qui inquiète les entreprises françaises**



La réforme fiscale présentée jeudi par Kevin Brady, le président de la commission des finances de la Chambre des représentants, comporte une disposition qui inquiète les entreprises étrangères, comme les multinationales américaines.

#### **Le projet de réforme fiscale américain introduit une taxe de 20% sur les biens produits à l'étranger qui pourrait pénaliser les grands groupes français.**

« *C'est le grand retour de la taxe aux frontières !* », s'alarme un fiscaliste français basé aux Etats-Unis. Si le projet de réforme fiscale [présenté jeudi par les élus de la Chambre](#) des représentants a été largement salué par les fédérations patronales, ravies de voir le taux d'impôt sur les sociétés ramené de 35 à 20 %, il inquiète vivement les groupes étrangers présents aux Etats-Unis, ainsi que certaines multinationales. Le texte comporte en effet une disposition imprévue, qui rappelle étrangement la « Border Adjustment Tax » (BAT) [tant redoutée par les entreprises françaises](#), et qui fut [enterrée au coeur de l'été](#) .

Cette fois, il ne s'agit pas de taxer toutes les importations, mais seulement les flux entre différentes entités d'un même groupe présent aux Etats-Unis, pour décourager l'importation de produits fabriqués à l'étranger. Le texte, qui s'applique indifféremment aux entreprises étrangères et américaines, imagine un « droit d'accise » de 20 % qui s'appliquerait sur les paiements de biens, de services et mêmes de redevances entre différentes entités d'un même groupe basé aux Etats-Unis. Une entreprise française vendant aux Etats-Unis des biens fabriqués en Europe, par exemple des produits de luxe ou des spiritueux, sera ainsi directement touchée. «*Les entreprises*

*françaises sont très inquiètes, admet-on à l'AFEP, qui espère mobiliser les pouvoirs publics français. Les Etats-Unis sont le marché principal pour beaucoup de grands groupes. Aucun ne peut se permettre de supporter une taxe de 20% face à des concurrents américains qui ne seront pas taxés. Le risque c'est que certaines activités soient déplacées aux Etats-Unis »*

Les entreprises américaines qui ont des filiales à l'étranger sont elles aussi concernées, dès lorsqu'elles ne sous traitent pas. C'est ainsi - théoriquement - le cas des constructeurs auto qui produisent au Mexique, ou des groupes de prêt-à-porter qui ont des usines en Chine. Autre cible explicitement visée : les multinationales engagées dans des opérations [d'inversion fiscale](#) , rachetant des entreprises étrangères pour délocaliser leurs sièges sociaux dans des Etats à moindre pression fiscale.

Pour les élus américains, l'objectif de la mesure est double. Il s'agit à la fois d'éviter qu'en achetant des biens produits à l'étranger par ses filiales, un groupe ne puisse réduire ses profits taxables aux Etats-Unis. Surtout, la mesure entend décourager les entreprises de déplacer leur production hors du pays. « *La loi actuelle encourage et subventionne le déplacement des emplois américains à l'étranger* », explique la proposition de loi.

### **Taxe sur les consommateurs**

Dès jeudi soir, les réactions ont fusé. Les organisations représentant les groupes étrangers aux Etats-Unis, comme [l'Organisation pour l'investissement international \(OFII\)](#) ont alerté leurs membres. Mais des lobbys américains, comme « Americans for Prosperity », une organisation financée par les frères Koch, puissants industriels, a elle aussi [immédiatement dénoncé la proposition](#) . L'organisation n'a pas hésité à comparer la mesure à la « BAT », estimant qu'elle ferait grimper les prix pour les consommateurs. « *Le problème est que cette taxe devient une taxe sur la consommation de produits courants* », a-t-elle réagi dès jeudi. Les multinationales « *ne vont pas subitement se mettre à construire des usines dans l'Iowa*, abonde la fiscaliste Barbara Mantegani, pour qui la taxe « *finira par peser sur les consommateurs* ».

Kevin Brady, le président de la commission des finances de la Chambre des représentants, a toutefois laissé entendre que l'idée était ouverte à discussion. « *C'est l'un des sujets sur lesquels nous attendons des retours, car c'est une combinaison d'idées anciennes et nouvelles* », [a-t-il expliqué](#) . Cette « excise tax » rapporterait 155 milliards de dollars sur 10 ans. C'est dix fois moins que la « BAT », mais les élus pourraient toutefois avoir du mal à s'en passer pour boucler leur equation budgétaire.

**Elsa Conesa**

**LE FIGARO – 06/11/2017**

## **20 Inde : les Français relèvent le défi de la ville du futur**



**Le pays comptera un demi-milliard d'urbains en plus dans trente ans. Les entreprises tricolores, qui visent ce marché, sont en ordre de bataille.**

Comme un mantra, de New Delhi à Bangalore en passant par Bombay, il a répété ces chiffres. «Dans trente ans, l'Inde abritera 1,7 milliard d'habitants et 500 millions d'urbains en plus. Le pays compte déjà 58 villes de plus d'un million de personnes. Les classes moyennes représentent 300 millions d'individus», assène Gérard Wolf, consultant et fondateur du cabinet Brics Access, qui coprésidait il y a quelques semaines la délégation d'une soixantaine de patrons emmenée, dans trois métropoles indiennes, par Pierre Gattaz, le président du Medef. «En Inde, un quart de la population n'a pas accès à l'électricité et il faudra installer dans les vingt ans 300 gigawatts (GW) de plus» (la puissance équivalente de 187 réacteurs nucléaires EPR!), poursuit Wolf, qui fut un haut dirigeant d'EDF.

Pour relever cet immense défi démographique urbain, le premier ministre, [Narendra Modi](#), a lancé un programme visant à bâtir rien moins que... 108 villes durables avec des giga-contrats à la clé. «Les grandes priorités de l'Inde correspondent à des forces françaises», a ainsi plaidé [Pierre Gattaz](#) devant le chef du gouvernement indien qui l'a reçu à New Delhi. Le Medef a tiré les leçons d'échecs passés à l'export où l'équipe de France n'a pas su jouer unie et a constitué, voici trois ans, une «task force» sur la ville durable présidée par Gérard Wolf. Objectif? «Chasser en meute» sur les marchés du monde entier. Elle rassemble désormais 450 entreprises, de la multinationale à la PME. En Inde, les Français ont décliné cette organisation dans un «club de la ville durable», regroupant 71 sociétés déjà présentes dans le pays.

### **Les entreprises tricolores avancent**

Et sur le terrain, les entreprises tricolores avancent. Ainsi, à Mysore, ville d'un million d'habitants au sud de l'Inde, Lumiplan, PME spécialisée dans les panneaux électroniques d'information, a déployé un système informatique de gestion des horaires de la flotte de 500 bus. Résultat, des transports plus ponctuels et une économie de 10 à 15 % pour la ville. La société française travaille à Pondichéry, Jaipur et Ahmedabad, la capitale du Gujarat, l'État qu'a dirigé Narendra Modi.

C'est aussi à Ahmedabad que Citelum, filiale d'EDF, a installé 64.000 éclairages publics à LED. «C'est le ministère fédéral de l'Énergie qui achète les LED, ce qui permet d'en baisser les prix, explique Carmen Munoz Dormoy, l'enthousiaste PDG de Citelum, et incite les villes à faire des économies d'énergie.»

Dans le domaine des transports, la RATP, alliée à [Transdev](#), exploite depuis trois ans la ligne 1 du métro de Bombay qui transporte 400.000 voyageurs par jour, dans des rames... chinoises. Avec une fierté: «Il n'y a pas eu un mort sur notre ligne alors que dix personnes meurent chaque jour en Inde dans les transports collectifs», assure Thierry Mocquiaux, directeur du développement de la coentreprise RATP Dev Transdev Asia.

Idéalement, pour bâtir une «smart city», «il faut optimiser tous les secteurs en même temps», pointe Jean-Louis Marchand, président de la Fiec (Fédération de l'industrie européenne de la construction): transports, énergie, gestion de l'eau, des déchets. L'Inde n'a pas encore lancé d'appels d'offres pour des projets globaux dont l'équipe de France s'estime championne. Pour certains sceptiques, le plan des «108 smart cities» semble avant tout un slogan mobilisateur, à l'image du «[Make in India](#)» sur l'industrie et de «Skill India» sur la formation, lancés par Modi. Et pourtant, des sociétés ad hoc ont bel et bien été créées par le gouvernement indien pour lancer des appels d'offres. Autre signe de la détermination du premier ministre, «108 directeurs généraux», rattachés à chaque projet, «ont été nommés pour trois ans», remarque Pashim Tewari, de l'ONG All India Institute of Local Self-Government (AIIILSG).

### **Japonais et Coréens dans la course**

Dans la conquête de l'immense marché indien de la ville [durable](#), la France ne concourt évidemment pas seule. «Les Japonais, les Coréens, les Allemands, les Suédois et les Australiens se mobilisent sur les «smart cities», remarque Pashim Tewari, lors d'une table ronde organisée à Bombay avec la délégation du Medef. Mais ils n'ont pas une approche aussi globale que les Français.» Les Indiens eux-mêmes ont du savoir-faire. Le conglomérat Larsen & Tubro, basé à

Bombay, qui fabrique aussi bien des missiles que des ponts, des turbines que des bulldozers, mise lui aussi sur la ville durable. «Cela représente aujourd'hui 60 % de notre chiffre d'affaires infrastructures, un business qui monte, 500 millions d'euros», assure l'un de ses dirigeants. Larsen & Tubro discute avec Thales et est déjà partenaire de Citelum sur l'éclairage d'Ahmedabad.

Tous ces projets se heurtent à la question clé du coût. «Nous n'avons pas d'autres options que les partenariats public-privé», résume de son côté Arun Jaitley, le respecté ministre des Finances, devant les patrons français. Face aux Chinois ou aux Japonais qui emportent souvent des projets grâce à leur carnet de chèques, l'Hexagone propose ses solutions financières. L'Agence française de développement (AFD), par exemple, participe à une quinzaine de projets indiens en soutenant le financement d'expertises, mais, aussi, à une échelle plus grande, via un prêt de 100 millions d'euros accordé au gouvernement indien, fléché sur les «smart cities».

Dans le bus qui les ramène à l'aéroport de Bombay, les patrons français contemplant les bidonvilles de la mégalopole, ses rivières transformées en cloaques, les monceaux de déchets dans certaines rues, les miséreux venus des campagnes qui dorment sous les échangeurs autoroutiers. La ville durable semble bien lointaine. L'expert Pashim Tewari rappelle cette évidence: «Nous avons d'abord des besoins primordiaux à assurer.»

[Fabrice Nodé-Lançois](#)

## LE POINT – 06/11/2017

### **21 Paradise Papers : la reine d'Angleterre et des proches de Trump et de Trudeau parmi les clients**



Les fonds de la reine Elizabeth II placés aux îles Caïmans et aux Bermudes, 10 millions de livres (11,3 millions d'euros), ont été réalisés via le Duché de Lancaster.

**S'appuyant sur une fuite massive de documents, une vaste enquête journalistique internationale lève le voile sur l'argent caché des paradis fiscaux.**

Un membre de la campagne de Justin Trudeau, un ministre américain, la reine d'Angleterre..., la liste est longue et les euros dissimulés se comptent par millions. Dix-huit mois après [les Panama Papers](#) portant sur la fraude fiscale, le [Consortium international des journalistes d'investigation \(ICIJ\)](#), regroupant 96 médias de 67 pays, a commencé à dévoiler les Paradise Papers ce dimanche. À l'appui de ces révélations : la fuite de 13,5 millions de documents financiers, provenant notamment d'un cabinet international d'avocats basé aux Bermudes, Appleby, obtenus par le journal allemand *Süddeutsche Zeitung*. Des documents provenant d'Appleby dévoilent notamment que le ministre américain au Commerce [Wilbur Ross](#) a gardé des participations dans une société de transport maritime ayant des liens d'affaires étroits avec un oligarque russe visé par des sanctions américaines et avec un gendre de [Vladimir Poutine](#), selon le *New York Times*.

Au [Royaume-Uni](#), une dizaine de millions de livres sterling d'avoirs de la reine [Elizabeth II](#) ont été placés dans des fonds aux îles Caïmans et aux Bermudes, selon la BBC et *The Guardian*. Au Canada, le milliardaire Stephen Bronfman, à la tête de l'ex-société de vins et spiritueux Seagram, a placé avec son parrain Leo Kolber 60 millions de dollars américains (52 millions d'euros) dans

une société offshore aux îles Caïmans, a révélé le *Toronto Star*. Cet ami de Justin Trudeau, responsable de la collecte de fonds lors de la campagne électorale de 2015 pour le compte du parti libéral canadien, pourrait être encombrant pour le Premier ministre, élu sur des promesses de réduction des inégalités et de justice fiscale. Les circuits auxquels ont recours les personnes fortunées et les multinationales pour déplacer leurs fonds dans [les paradis fiscaux ne sont en soi pas illégaux](#). Cette pratique se joue des failles réglementaires pour leur permettre de payer le moins d'impôts possible.

### **Liens étroits avec la Russie**

Le cas du ministre américain du Commerce pourrait toutefois poser des problèmes éthiques, estime Richard W. Painter, ancien responsable du bureau d'éthique sous la présidence de George W. Bush. Financier réputé, Wilbur Ross a réduit sa participation personnelle dans cette société, Navigator Holdings, lors de sa prise de fonctions en février, mais en contrôle toujours 31 % via des entités offshore. Or l'un des principaux clients de Navigator Holdings est la société russe de gaz et de produits pétrochimiques Sibur, qui a contribué à hauteur de 23 millions de dollars à son chiffre d'affaires en 2016, écrit *Le Monde*.

Et parmi les propriétaires de Sibur figurent Gennady Timchenko, un oligarque proche du président russe sanctionné par le Trésor américain après l'invasion de la Crimée par Moscou, et Kirill Chamalov, marié à la plus jeune fille de Vladimir Poutine. « Le secrétaire Ross n'a pas participé à la décision de Navigator de faire affaire avec Sibur », qui « n'était pas sous sanctions à cette époque, pas plus que maintenant », a réagi le département du Commerce dans un communiqué transmis à l'Agence France-Presse. Il n'a en outre « jamais rencontré les actionnaires de Sibur mentionnés », a-t-il ajouté, assurant que le ministre respectait les normes éthiques du gouvernement. Le début de mandat du président américain, un an après son élection, est toujours empoisonné par les enquêtes sur une éventuelle collusion entre son équipe de campagne et la Russie. Parmi les autres clients de Navigator Holding figure le groupe pétrolier d'État vénézuélien PDVSA, frappé par des sanctions de Washington depuis l'été.

### **Elizabeth II et les Bermudes**

Les fonds de la reine Elizabeth II placés aux îles Caïmans et aux Bermudes, 10 millions de livres (11,3 millions d'euros), ont été réalisés via le Duché de Lancaster, domaine privé de la souveraine et source de ses revenus. Les fonds placés dans ces paradis fiscaux sont investis dans de nombreuses sociétés, dont Brighthouse, une société de location avec option d'achat de meubles et de matériel informatique accusée de profiter de la misère, ou encore une chaîne de magasins de spiritueux aujourd'hui en dépôt de bilan. « Tous nos investissements font l'objet d'un audit complet et sont légitimes », a affirmé à l'Agence France-Presse une porte-parole du Duché de Lancaster. « Nous effectuons un certain nombre d'investissements, dont quelques-uns avec des fonds à l'étranger. » Ces derniers ne représentent que 0,3 % de la valeur totale du Duché, selon elle. Quant à l'investissement dans Brighthouse, il est réalisé « via une tierce partie », et représente 0,0006 % de la valeur du Duché, a-t-elle ajouté. « La reine paie de son plein gré l'impôt sur le revenu qu'elle reçoit du Duché », a-t-elle ajouté.

Le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn a réagi sur Twitter, estimant qu'« il y a une règle pour les super riches, une autre pour les autres quand il s'agit de payer les impôts ». Un porte-parole du service des impôts a de son côté mis en avant les efforts du gouvernement pour lutter contre l'optimisation fiscale. Quelque 160 milliards de livres supplémentaires (180 milliards d'euros) ont ainsi été collectés depuis 2010. « Cela comprend 2,8 milliards de livres de gens qui essaient de cacher leur argent à l'étranger pour éviter de payer ce qu'ils doivent », a-t-il affirmé dans un communiqué. L'enquête sur les Paradise Papers entend mettre en lumière les circuits auxquels ont recours les personnes fortunées et les multinationales pour déplacer leurs fonds dans des pays n'ayant pas ou peu d'impôt, dans le but de payer le moins de taxes possible. Une pratique qui joue des failles réglementaires, mais qui en soi n'est pas illégale. L'ICIJ est à l'origine de l'enquête sur les [Panama](#) Papers en 2016, qui portait sur des circuits de fraude fiscale.

## **22 En Corruption : l'incroyable purge de l'homme fort de l'Arabie Saoudite, Mohammed ben Salmane**



Mohammed ben Salmane, âgé de 32 ans et surnommé MBS est l'homme fort de l'Arabie Saoudite

**Onze princes et des dizaines de ministres, anciens et actuels, ont été arrêtés samedi soir en Arabie saoudite, selon des médias, au cours d'une purge sans précédent qui doit permettre au jeune prince héritier de consolider son pouvoir.**

Onze princes et des dizaines d'anciens ministres ont été arrêtés samedi en Arabie saoudite sur décision d'une commission anticorruption, a annoncé la chaîne satellitaire Al-Arabiya, à capitaux saoudiens. Parallèlement, les puissants chefs de la Garde nationale saoudienne, une force d'élite intérieure, et de la Marine ont été limogés. *"Dix princes et des dizaines d'anciens ministres arrêtés en Arabie saoudite"*, a tweeté la chaîne, qui n'a pas cité ses sources. L'information n'a pas été confirmée officiellement dans l'immédiat.

Ces arrestations interviennent peu après la création, par décret royal, de cette commission, dirigée par le prince héritier et homme fort du royaume ultra-conservateur, Mohammed ben Salmane, âgé de 32 ans et surnomé MBS. Contrôlant les principaux leviers du gouvernement, de la défense à l'économie, Mohammed ben Salmane semble chercher à étouffer les contestations internes avant tout transfert formel du pouvoir par son père, le roi Salmane, âgé de 81 ans.

### **Promesse d'une Arabie modérée**

Fin octobre, MBS, issu de la jeune génération princière saoudienne, a promis une Arabie "modérée", en rupture avec l'image d'un pays longtemps considéré comme l'exportateur du wahhabisme, une version rigoriste de l'islam qui a nourri nombre de jihadistes à travers le monde. Il a lancé plusieurs chantiers de réformes -- droit de conduire pour les femmes et ouvertures de cinémas notamment -- qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la caste des religieux conservateurs.

Dans le même temps, il a œuvré pour renforcer son emprise politique sur le pouvoir, procédant notamment en septembre à une vague d'arrestations de dissidents, dont des religieux influents et des intellectuels.

### **Arrestation du prince et milliardaire Al-Walid ben Talal**

Selon des analystes, nombre de ces dissidents critiquaient la politique étrangère musclée du jeune prince héritier, comme le boycott du Qatar, ainsi que certaines réformes comme la privatisation d'entreprises publiques et la réduction des subventions de l'État. Parmi les personnes arrêtées figurerait le prince et milliardaire Al-Walid ben Talal, connu pour son franc-parler et qui avait lancé il y a un an un vibrant appel pour que les femmes obtiennent le droit de conduire, selon des sites web saoudiens.

Une source aéroportuaire a par ailleurs indiqué à l'AFP que les forces de sécurité avaient cloué au sol des avions privés à Jeddah, ville sur la mer Rouge (ouest), pour empêcher que certaines personnalités quittent le territoire. *"L'étendue et l'ampleur de ces arrestations semblent être sans précédent dans l'histoire moderne de l'Arabie saoudite"*, a commenté Kristian Ulrichsen, membre du Baker Institute for Public Policy à la Rice University. *"Si la détention du prince Al-Walid ben Talal se confirme, elle constituera une onde de choc sur le plan intérieur et dans le monde des affaires internationales"*, a-t-il estimé.

Le cours de Kingdom Holding Company, société internationale d'investissement détenue à 95% par le prince et milliardaire saoudien Al-Walid ben Talal, a chuté de 9,9% à l'ouverture dimanche, au lendemain de son arrestation présumée. L'indice Tadawul All-Shares (Tasi), la Bourse la plus importante des pays arabes, a également chuté de 1,6% une minute seulement après son ouverture, à la suite de l'arrestation de princes et de dizaines de ministres.

Vous souhaitant une bonne journée.

Bien à vous,

**Elena NATALITCH**

Chargée de Communication

251, bd Pereire - 75852 PARIS Cedex 17

Tél. : 01 40 55 12 43

Fax : 01 40 55 12 40

[elena.natalitch@medef-idf.fr](mailto:elena.natalitch@medef-idf.fr)

[www.medef-idf.fr](http://www.medef-idf.fr)

<https://www.facebook.com/medef.idf>

